

International Herald Tribune

THE GLOBAL EDITION OF *The New York Times*

Lorsque la justice est retardée

Elizabeth Becker

13 Mars, 2009

L'Organisation des Nations Unies semble perplexe sur ce qu'il faut faire à propos de l'inculpation pour crimes de guerre du Président soudanais Omar Hassan al-Bashir par la Cour pénale internationale. Il y a des avertissements de crises humanitaires et de conséquences terribles pour le Darfour. L'histoire suggère, cependant, que le report de la justice pourrait être encore pire.

Un exemple est le Cambodge, où les dirigeants Khmers rouges sont enfin jugés, 30 ans après qu'ils furent renversés. (C'est l'équivalent d'attendre jusqu'en 1975 pour juger les nazis.) Le Cambodge est l'exemple classique de ce qui se passe lorsque la communauté internationale remet à plus tard le travail acharné de la justice au nom de la realpolitik.

Les procès de Pol Pot et d'autres dirigeants Khmers rouges ont été retardés pour toutes les mêmes raisons qui sont aujourd'hui utilisées pour le Soudan. Un procès ne serait pas pratique alors que la guerre faisait encore rage ; un procès perturberait le processus de paix; un procès ferait vaciller un équilibre durement acquis et ouvrirait de vieilles blessures.

Pol Pot et ses camarades ont été parmi les pires monstres du 20e siècle. Mais ils savaient comment travailler le système, en particulier dans la défaite.

Tout d'abord, il n'y a pas eu de procès en 1979 parce qu'un allié soviétique, le Vietnam, a renversé le Khmer Rouge. Ainsi, au lieu de l'emprisonnement de Pol Pot, les États-Unis, la Chine, l'Europe de l'Ouest et l'Asie du Sud-est se sont réunis et ont souscrit à une coalition de guérillas, y compris le Khmer Rouge, pour lutter contre le Vietnam. Cela a permis aux khmers rouges de conserver même le siège du Cambodge à l'Organisation des Nations Unies.

En 1992, une opération de maintien de la paix des Nations Unies, l'APRONUC, est arrivée afin de séparer les parties belligérantes et pour tenir des élections.

L'ONU a également décidé qu'un procès ferait obstacle à l'instauration de la paix. Les élections ont été libres et équitables. Les cambodgiens ont voté malgré les menaces des khmers rouges et ils ont voté massivement contre le maintien de Hun Sen, un ancien soldat Khmer Rouge qui était devenu premier ministre du Cambodge sous le Vietnam.

Mais Hun Sen refusa d'abandonner le pouvoir. Comprenant la préoccupation de l'ONU avec la stabilité, ses alliés ont menacé d'un coup et d'une guerre contre l'APRONUC. Ainsi, des fonctionnaires de l'ONU ont permis à Hun Sen de devenir co-premier ministre, un poste qu'il a créé pour lui-même.

Hun Sen mena toutefois à bien sa menace de coup et fit sortir le prince Norodom Rannaridh, l'homme qui avait réellement remporté l'élection. Hun Sen a depuis été le dirigeant, supervisant un gouvernement corrompu avec peu de respect pour les droits de l'homme ou la primauté du droit. Et il ne s'intéressa pas à un procès sérieux des khmers rouges

L'ONU a négocié pendant près de 10 années pour arriver au tribunal hybride pour les crimes contre l'humanité - Les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens –démarrant lentement au Cambodge. Dans l'intervalle, Pol Pot et certains des dirigeants supérieurs du Khmer Rouge sont morts, certains assassinés.

Une nouvelle génération de cambodgiens a grandi en grande partie ignorante de l'histoire de leur pays, qui est cachée sous la propagande officielle. Beaucoup de jeunes cambodgiens croient que les vietnamiens ou les chinois sont à blâmer pour les meurtres. Ils ne peuvent pas imaginer des cambodgiens tuant volontairement près d'un quart de la population, compromettant la société, la culture et l'avenir de leur pays au nom d'une révolution radicale.

Le procès était censé aider à remédier cette ignorance nationale. Mais l'ONU a dû faire des compromis critiques rien que pour obtenir l'accord du gouvernement de Hun Sen pour un tribunal à Phnom Penh, la capitale cambodgienne, avec un groupe mixte de juristes cambodgiens et internationaux, de procureurs et d'avocats et de personnel.

Les questions de corruption ont déjà ralenti les procès, de même que les restrictions sur les enquêtes et les procédures que les autres tribunaux n'auraient jamais acceptées. Il est douteux que le tribunal puisse vraiment fixer le rapport historique.

Seule une déclaration de culpabilité est certaine. Le premier accusé, Kaing Guek Eav, connu sous son alias Duch, était le fonctionnaire subalterne qui dirigea la chambre centrale de torture du régime. Il avoua sa culpabilité il y a des années, après s'être converti au christianisme.

Le prochain procès est censé couvrir quatre des plus hauts fonctionnaires Khmer rouges encore en vie. Ils nient leur culpabilité, et leurs crimes ne seront peut être jamais pleinement enquêtés. J'ai interrogé tous les hommes qui ont dirigé le Cambodge à travers de sa catastrophique histoire moderne - le Roi Norodom Sihanouk, Lon Nol, Pol Pot et Hun Sen - ainsi que plusieurs hauts fonctionnaires Khmer rouges. Ils ont joué des rôles différents à des moments différents avec différents alliés. Pas un seul d'entre eux n'a reconnu une responsabilité quelconque pour les terribles souffrances infligées à leur peuple.

Au rythme où vont les choses, les quelques dirigeants Khmers rouges poursuivis en justice, maintenant âgés et en déclin de la santé, vont mourir en protestant leur innocence. Il n'y aura pas d'excuses ou de restitution aux cambodgiens, aujourd'hui parmi les plus pauvres et les plus maltraités au monde.

C'est ce qui attend le Soudan si les accusations contre le Président Bashir ne vont pas de l'avant et les procès contre lui et d'autres sont remis à plus tard.